

VIE SOCIALE

cecdias
MUSÉE SOCIAL

en 2021



Consentement et contraintes

La construction de l'État de droit, fondé sur la séparation des pouvoirs et la garantie des droits fondamentaux, a été une longue patience. Face aux situations de crise, c'est le régime de l'État de droit qui prévoit lui-même des dérogations – avec des « régimes d'exception » –, fortement encadrées par la loi ou la jurisprudence, comme l'état de siège ou l'état d'urgence, voire par l'article 16 de la Constitution de 1958. Ce contrôle est redoublé sur le plan international, dans la recherche d'un équilibre fragile entre ordre public et autonomie individuelle. La jurisprudence européenne met en avant les principes de légitimité, de légalité, de nécessité et de proportionnalité.

Malgré ces garde-fous juridiques nés de l'expérience des crises du siècle dernier, afin d'éviter toute improvisation dictée par l'urgence, la tentation des pouvoirs publics semble être aujourd'hui celle de la fuite en avant, en modifiant les règles au moment même de les invoquer. Après « l'état d'urgence », lié à la menace terroriste, la crise de la Covid-19 a entraîné la création d'un « état d'urgence sanitaire » inédit, tandis que certains réclament un « état d'urgence climatique ». La multiplication des contraintes de plus en plus arbitraires, nées de tels régimes spéciaux, fragilise le libre consentement qui est à la base de l'autodiscipline collective dans des démocraties en bonne santé.

Vie sociale n° 33, 16 €

Protection de l'enfance : actualité de la recherche et de l'intervention

L'expression « protection de l'enfance » désigne à la fois le devoir éthique de protection des enfants et l'organisation politico-administrative de ce devoir éthique.

Ce numéro de *Vie sociale* rappelle l'historique de cette politique, la gouvernance mise en place, ses enjeux, ses réussites et ses vicissitudes, l'indispensable formation de ses cadres et la nécessité d'avoir plusieurs niveaux d'évaluation. Il fait également le point sur les débats et les recherches nationales et internationales, les ancrages théoriques contemporains, les nouveaux repères conceptuels, la co-construction avec les jeunes et les parents et les nouvelles modalités d'accompagnement, l'adaptation des pratiques et la transition à l'âge adulte des jeunes confiés.

Vie sociale n° 34-35, 20 €

Pour une aide alimentaire plus juste

Ce numéro de *Vie sociale* s'interroge sur le sens de l'aide alimentaire, sur son caractère « charitable » et l'adéquation de cette réponse aux déterminants structurels de la pauvreté alimentaire : prend-elle en compte les différentes formes de discrimination « systémique » dont font l'objet des populations défavorisées, ou contribue-t-elle plutôt à les entretenir ? Au-delà de l'injonction de « responsabilisation », ces formes d'aide peuvent-elles encourager une réelle participation des bénéficiaires ? En cherchant des réponses collectives à la détresse alimentaire, ne pourrait-on pas favoriser d'autres formes de partage de ce bien commun qu'est l'alimentation ? Enfin, les réponses données en termes d'aide alimentaire sont-elles toujours compatibles avec le cadre actuel des politiques sociales nationale et européenne, ou sont-elles également à chercher parmi les actions plus innovantes ?

Ce numéro visera dès lors à questionner le rapport des différentes catégories de population à l'alimentation en ce qu'il interroge les inégalités sanitaires et sociales, la coordination de l'aide qui leur est apportée et sa place au sein des politiques publiques et associatives. Il s'agira non seulement du droit fondamental d'accès à une nourriture saine et suffisante, mais aussi de la prise en compte des conditions de production, d'alimentation et de distribution dans le respect des droits des producteurs et de la nature. L'accent sera mis sur la responsabilité individuelle, ainsi que sur l'injonction à être responsable qui est faite aux personnes en situation de vulnérabilité et leur accompagnement vers une alimentation de meilleure qualité.

La question de la mobilisation des groupes et collectivités, dont l'objectif est de permettre à tous de devenir acteurs de la politique alimentaire, notamment locale, par le biais d'actions innovantes comme alternatives aux modes de production, de distribution et de production des produits alimentaires dominés par l'industrie agro-alimentaire, sera également traitée.

Vie sociale n° 36, 16 €

Directeur de la rédaction

Marc de Montalembert

Rédactrice en chef

Brigitte Bouquet

Secrétaire de rédaction

Eric Belouet

Comité de rédaction

Brigitte Bouquet, Geneviève Crespo,
Patrick Dubéchet, Eve Gardien, Didier Gélot,
Lydie Gibey, Marcel Jaeger, Michel Laroque,
Jacques Riffault, Antoine Savoye,
Marie Vernier, John Ward

ABONNEMENT (4 numéros)

- Particuliers France et UE : un an 55 €
 - Organismes France et UE : un an 65 €
 - Autres pays : un an 75 €
- Prix au numéro : simple 16 €
double 20 €

Vente au numéro

EN LIBRAIRIE

Abonnements en ligne (paiement sécurisé)
sur www.editions-eres.com

ou

CRM ART - Editions éres

CS 15245 - 31152 Fenouillet Cedex

Tél. + 33 (0)5 61 74 92 59 - Fax + 33 (0)5 17 47 52 67

e-mail : commandes.eres@crm-art.fr

éres CNL
CENTRE NATIONAL DU LIVRE

Consultez la liste des numéros disponibles et les sommaires des numéros sur www.editions-eres.com